

Hauts-de-Seine

La création d'entreprise en 2022 et son évolution depuis 2012

Avertissement : depuis janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon le dispositif rénové par l'Insee et une rétropolation a été effectuée jusqu'en 2012. Il en résulte un relèvement en niveau des créations d'entreprises, en particulier dans le commerce. Les données de cette publication tenant compte de ce changement ne sont donc pas comparables à celles des productions des années précédentes.

Sommaire

1. Vue d'ensemble de la création d'entreprise	page 2
2. La création d'entreprise par secteur d'activité	page 3
3. La création d'entreprise par statut juridique	page 6
4. La création d'entreprise par taille et emplois créés	page 7
5. Focus zones d'emploi	page 8
6. Focus communes	page 9
7. Focus quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	page 10
8. Note méthodologique	page 11

La création d'entreprise dans le département en 2022 : principaux résultats

- 36 576 entreprises ont été créées dans le département des Hauts-de-Seine en 2022, représentant 13 % des nouvelles entreprises de l'année de la région Île-de-France.
- La création d'entreprise sur ce territoire augmente ainsi de + 4 % par rapport à 2021, contre + 4 % Île-de-France et + 1 % en France métropolitaine hors Île-de-France.
- Dans ce département, la dynamique entrepreneuriale a surtout été portée par les entreprises classiques : + 2 % de créations chez les micro-entrepreneurs contre + 6 % pour les entreprises classiques en variation annuelle.
- Le département compte 226 créations pour 10 000 habitants, contre 239 en Île-de-France et 142 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- A minima, 1 610 emplois ont été créés dans le département par les 581 nouvelles entreprises de l'année qui employaient au moins un salarié au démarrage de leur activité.
- Les 20 activités les plus prisées (en nombre de créations d'entreprises) représentent 59 % de la création totale d'entreprise du département. Les trois premières sont :
 - conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (7022Z) avec 5 890 créations (+ 10 %) ;
 - autres activités de poste et de courrier (5320Z) avec 1 987 créations (- 46 %) ;
 - conseil en relations publiques et communication (7021Z) avec 1 648 créations (+ 41 %).
- Les 3 activités avec la plus forte hausse du nombre de créations d'entreprises sont :
 - récupération de déchets triés (3832Z) avec 89 créations (+ 128 %) ;
 - supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier (6619A) avec 51 créations (+ 113 %) ;
 - activités de sécurité privée (8010Z) avec 60 créations (+ 107 %).
- Aucune entreprise n'a été créée en Zones de revitalisation rurale (ZRR ; 0 % des créations du département), aucune en Zones d'aide à finalité régionale (AFR ; 0 %), aucune dans les Petites villes de demain (PVD ; 0 %) et aucune dans les communes Actions cœur de ville (ACV ; 0 %).
- Le taux de renouvellement des entreprises s'établit à 197 nouvelles immatriculations pour 1 000 entreprises existantes en 2020 (dernière année disponible). Il est de 197 en Île-de-France et de 181 en France métropolitaine hors Île-de-France.
- 1 931 établissements d'entreprise ont été créés dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en 2020 (dernière année disponible), soit 5 % de la création d'établissement dans le secteur marchand non agricole du département (35 212).

Vue d'ensemble de la création d'entreprise

Principaux indicateurs du département, de sa région et de la France métrop. hors Île-de-France

Année 2022	Hauts-de-Seine	Île-de-France	France métropolitaine hors Île-de-France
Créations d'entreprises	36 576	291 484	746 101
Micro-entrepreneurs ^a	22 227	173 195	467 902
Entreprises classiques	14 349	118 289	278 199
Stock d'entreprises	185 927	1 477 478	4 117 399
Taux de renouvellement (‰) ^c	197	197	181

Évolution annuelle (%)

Créations d'entreprises	+ 3,6	+ 3,5	+ 1,1
Micro-entrepreneurs ^a	+ 2,1	+ 2,4	+ 2,5
Entreprises classiques	+ 6,0	+ 5,1	- 1,2

Création dans les territoires "aidés"

Zones de revitalisation rurale (ZRR)	0	201	105 447
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	0	24 180	235 551
Petites villes de demain (PVD)	0	4 216	75 928
Actions cœur de ville (ACV)	0	12 501	86 808
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	1 931	30 920	42 065

Création pour 10 000 habitants

Toutes communes confondues	226	239	142
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	---	139	110
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	---	190	127
Petites villes de demain (PVD)	---	157	116
Actions cœur de ville (ACV)	---	193	141
Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ^d	187	197	129

a. Ex-régime de l'auto-entrepreneur créé en 2009 et modifié en 2014.

b. Les données relatives au stock d'entreprises de l'année A-2 étant publiées en juillet de l'année A, les dernières données en date sont celles pour 2020.

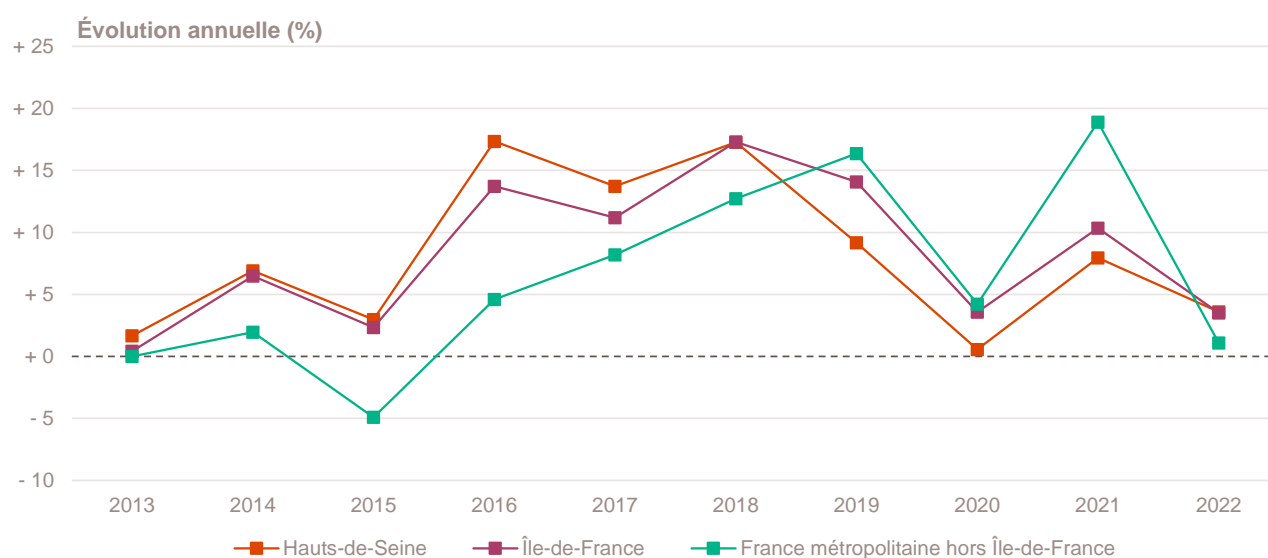
c. Rapport pour mille (‰) du nombre de créations en 2022 sur le stock d'entreprises existantes au 31 décembre 2020 (dernière année disponible) dans le champ marchand non agricole.

d. Les données de création en QPV concernent les établissements (Siret) contrairement aux autres indicateurs qui se basent sur l'entreprise (Siren). Elles portent sur l'année 2020 (dernière année disponible). Pour en savoir plus, se reporter à la méthodologie.

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (données sur les QPV, RP, Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise depuis 2013



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par secteur d'activité

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par secteur d'activité

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Taux de renouvellement (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)
Activités secondaires	2 513	138	+ 4,1	+ 2,0	44,5
Industrie	855	169	+ 11,3	+ 7,6	62,2
Construction	1 658	126	+ 0,8	+ 0,1	35,3
Activités de type commerce	6 160	160	- 1,8	+ 6,2	55,2
Commerce de détail	2 471	195	- 4,0	+ 6,0	46,2
Commerce de gros	777	102	- 6,4	+ 0,9	39,1
Commerce de bouche ^a	62	76	- 1,6	+ 9,0	40,3
Commerce et réparation automobiles	261	126	- 7,8	+ 4,0	36,0
Hébergement	81	108	+ 15,7	+ 9,9	29,6
Restauration	652	95	- 6,6	+ 7,8	42,5
Services en direction des personnes	1 856	239	+ 5,6	+ 9,9	82,7
Activités de type services	27 903	216	+ 4,8	+ 10,0	63,5
Immobilier	1 555	169	+ 5,6	+ 13,2	36,7
Transports et entreposage	3 374	240	- 30,6	+ 28,0	76,5
Activités scientifiques et techniques	10 861	251	+ 12,8	+ 9,2	70,0
Activités de soutien aux entreprises	1 915	201	+ 34,8	+ 3,7	58,7
Information et communication	3 855	216	+ 13,6	+ 6,7	58,6
Enseignement	2 289	290	+ 15,6	+ 8,4	81,7
Arts, spectacles et activités récréatives	1 188	227	+ 29,1	+ 1,8	66,6
Santé humaine et action sociale ^b	1 465	111	+ 1,7	+ 8,0	46,6
Activités financières et d'assurance	1 401	158	- 6,6	+ 10,9	15,8
Activités des sociétés holding	412	82	- 32,0	+ 9,4	0,0
Total Hauts-de-Seine	36 576	197	+ 3,6	+ 8,5	60,8

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

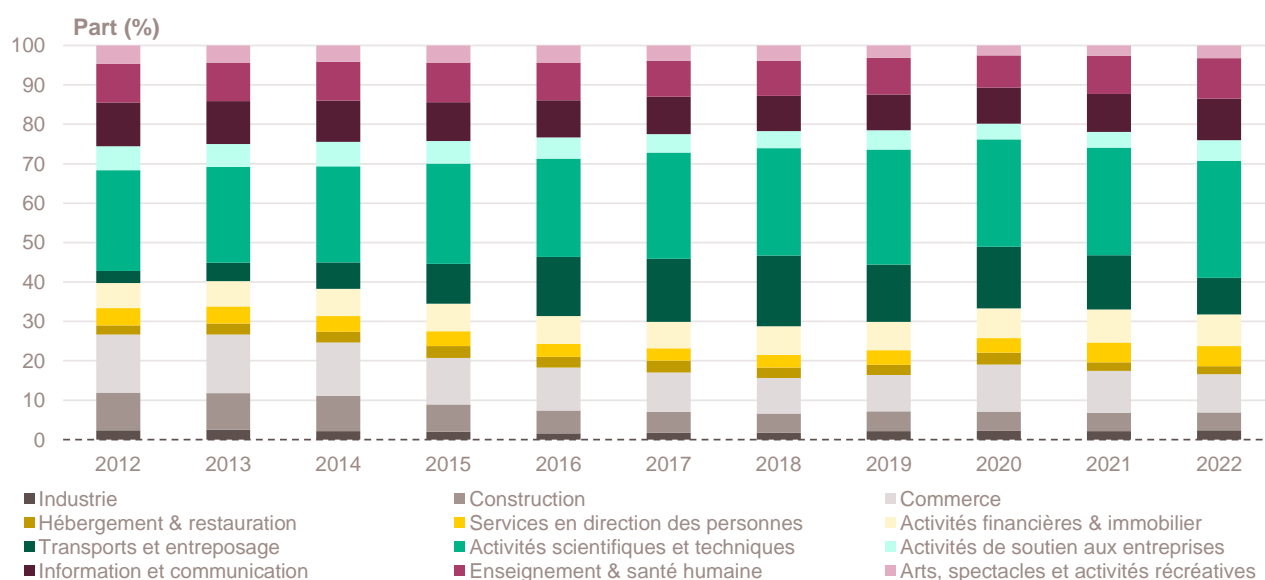
b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en 2022, 36 576 entreprises ont vu le jour dans les Hauts-de-Seine, un nombre en hausse de + 3,6 % par rapport à 2021, pour une évolution annuelle moyenne de + 8,5 % entre 2012 et 2021. Le taux de renouvellement est le plus élevé dans le secteur de l'enseignement, avec 290 nouvelles entreprises en 2022 pour 1 000 entreprises existantes en 2020 dans ce secteur (197 sur l'ensemble du département, tous secteurs confondus).

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

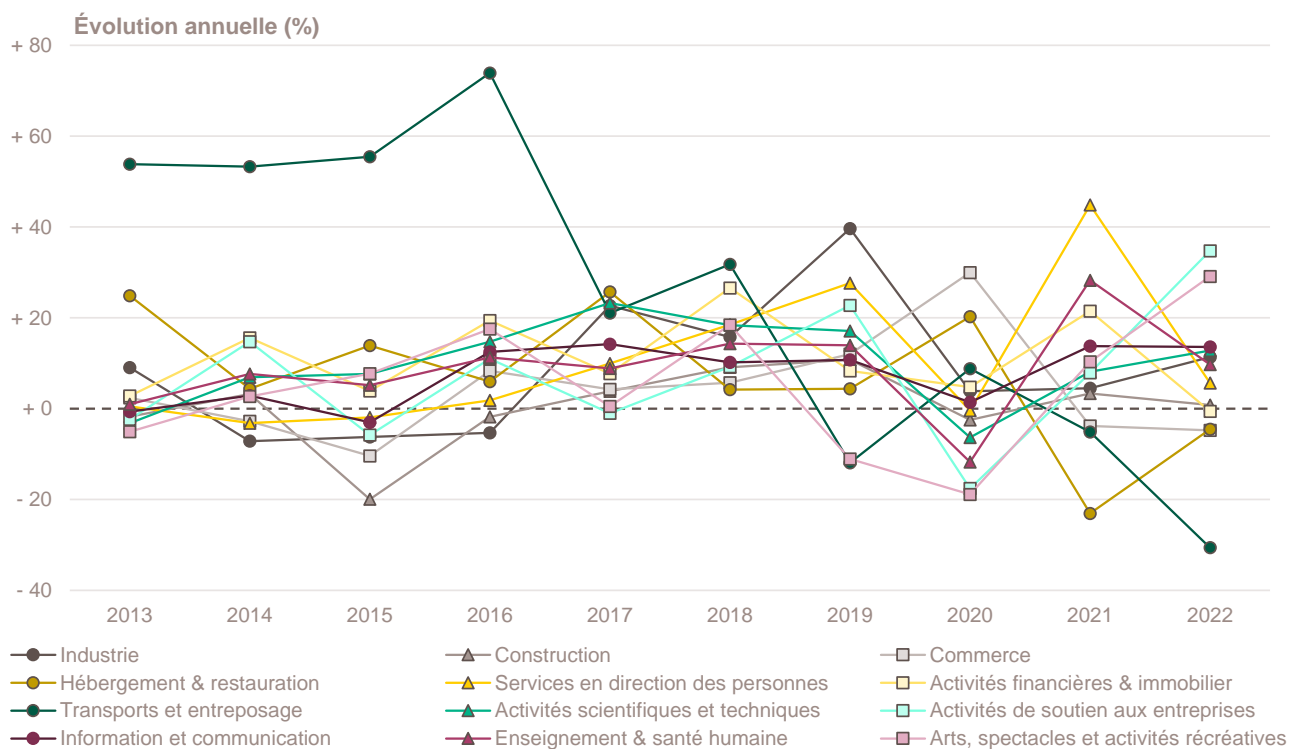
Création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2012



Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par secteur d'activité depuis 2013



Création d'entreprise par activité principale exercée (APE)

Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
7022Z - Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	5 890	+ 10,2	+ 12,2
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	1 987	- 45,7	+ 75,6
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	1 648	+ 41,2	+ 10,2
6202A - Conseil en systèmes et logiciels informatiques	1 481	+ 23,8	+ 8,5
9609Z - Autres services personnels n.c.a.	1 209	+ 5,5	+ 17,0
4932Z - Transports de voyageurs par taxis	1 025	+ 22,3	+ 15,0
6201Z - Programmation informatique	1 003	+ 12,8	+ 10,0
7410Z - Activités spécialisées de design	986	+ 12,4	+ 12,5
8559B - Autres enseignements	893	+ 7,2	+ 14,4
4791B - Vente à distance sur catalogue spécialisé	823	- 0,1	+ 18,3
6831Z - Agences immobilières	801	- 3,5	+ 14,2
4791A - Vente à distance sur catalogue général	571	+ 2,5	+ 15,3
8559A - Formation continue d'adultes	505	+ 32,5	+ 3,4
6820B - Location de terrains et d'autres biens immobiliers	432	+ 16,4	+ 12,8
6630Z - Gestion de fonds	424	+ 36,8	+ 58,2
4799A - Vente à domicile	422	- 12,1	+ 13,2
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	415	+ 52,0	+ 9,0
6420Z - Activités des sociétés holding	412	- 32,0	+ 9,4
7112B - Ingénierie, études techniques	406	- 1,0	+ 4,6
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	400	+ 63,9	+ 5,8

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en croissance du nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
3832Z - Récupération de déchets triés	89	+ 128,2	+ 21,0
6619A - Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier	51	+ 112,5	+ 19,0
8010Z - Activités de sécurité privée	60	+ 106,9	- 5,2
5610A - Restauration traditionnelle	229	+ 106,3	- 1,2
4618Z - Interm. spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques	45	+ 104,5	- 1,4
7990Z - Autres services de réservation et activités connexes	85	+ 77,1	- 5,1
3213Z - Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	74	+ 72,1	- 3,5
5813Z - Édition de journaux	121	+ 70,4	+ 42,1
5912Z - Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	139	+ 65,5	+ 1,0
9329Z - Autres activités récréatives et de loisirs	400	+ 63,9	+ 5,8
8230Z - Organisation de foires, salons professionnels et congrès	151	+ 58,9	+ 3,5
8121Z - Nettoyage courant des bâtiments	415	+ 52,0	+ 9,0
5911B - Production de films institutionnels et publicitaires	126	+ 43,2	- 2,0
8622C - Autres activités des médecins spécialistes	175	+ 42,3	+ 8,5
8810A - Aide à domicile	54	+ 42,1	- 0,8
8542Z - Enseignement supérieur	197	+ 41,7	+ 12,0
6202B - Tierce maintenance de systèmes et d'applications informatiques	65	+ 41,3	+ 8,0
7021Z - Conseil en relations publiques et communication	1 648	+ 41,2	+ 10,2
8211Z - Services administratifs combinés de bureau	367	+ 40,1	+ 15,4
9319Z - Autres activités liées au sport	77	+ 37,5	+ 6,4

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 43 créations d'entreprises dans les Hauts-de-Seine.

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 20 des activités en décroissance du nombre de créations d'entreprises en 2022	Nombre de créations d'entreprises	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
8899B - Action sociale sans hébergement n.c.a.	49	- 61,7	+ 32,7
5320Z - Autres activités de poste et de courrier	1 987	- 45,7	+ 75,6
6312Z - Portails Internet	51	- 44,0	+ 3,5
5610C - Restauration de type rapide	252	- 41,8	+ 12,6
6420Z - Activités des sociétés holding	412	- 32,0	+ 9,4
6622Z - Activités des agents et courtiers d'assurances	172	- 27,7	+ 7,0
4110A - Promotion immobilière de logements	52	- 25,7	+ 9,9
4941B - Transports routiers de fret de proximité	100	- 24,8	+ 8,3
4511Z - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	160	- 15,3	+ 6,6
4333Z - Travaux de revêtement des sols et des murs	47	- 14,5	- 6,9
4120A - Construction de maisons individuelles	138	- 13,2	- 3,1
5814Z - Édition de revues et périodiques	263	- 12,3	+ 40,6
4711B - Commerce d'alimentation générale	57	- 12,3	+ 9,0
4799A - Vente à domicile	422	- 12,1	+ 13,2
1413Z - Fabrication de vêtements de dessus	67	- 11,8	+ 5,2
8623Z - Pratique dentaire	91	- 10,8	+ 10,1
4619B - Autres intermédiaires du commerce en produits divers	227	- 7,3	- 0,1
4789Z - Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	90	- 7,2	- 9,1
4120B - Construction d'autres bâtiments	59	- 6,3	+ 7,8
4110D - Supports juridiques de programmes	213	- 6,2	+ 3,3

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, leur variance dans le temps peut être très forte. Pour ne pas biaiser le classement par ces données peu significatives, seules sont retenues les activités qui comptabilisent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours, soit 43 créations d'entreprises dans les Hauts-de-Seine.

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par nature juridique

Principaux indicateurs de la création d'entreprise par nature juridique

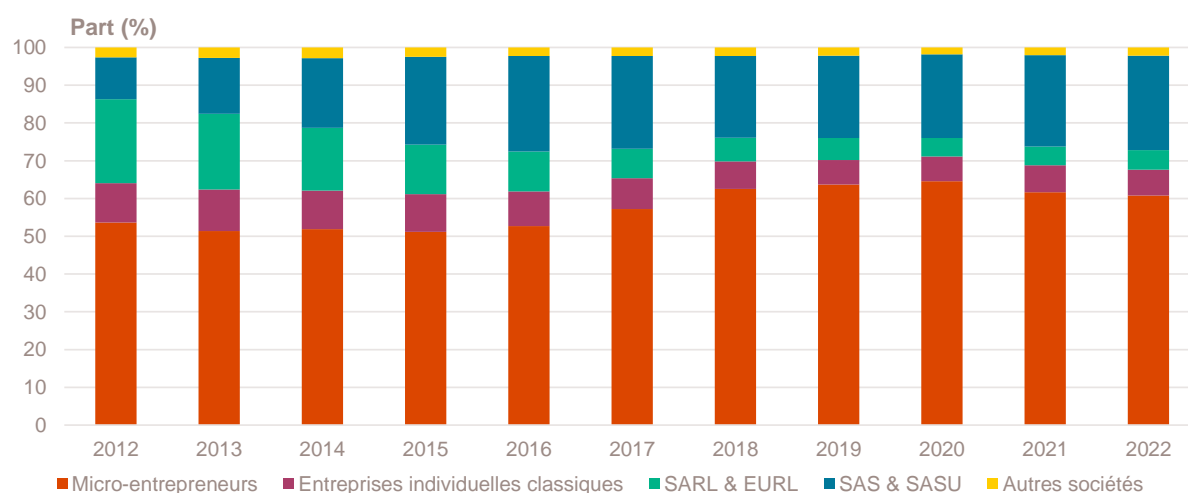
Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
Entreprises individuelles	24 730	67,6	+ 1,8	+ 9,3
Micro-entrepreneurs	22 227	60,8	+ 2,1	+ 10,1
Entreprises individuelles classiques	2 503	6,8	- 0,9	+ 4,0
Sociétés	11 846	32,4	+ 7,5	+ 6,8
SARL & EURL	1 900	5,2	+ 8,7	- 8,2
SAS & SASU	9 137	25,0	+ 6,8	+ 18,3
SCI	8	0,0	- 27,3	- 14,1
Autres ^a	801	2,2	+ 13,6	+ 6,4
Total Hauts-de-Seine	36 576	100,0	+ 3,6	+ 8,5

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

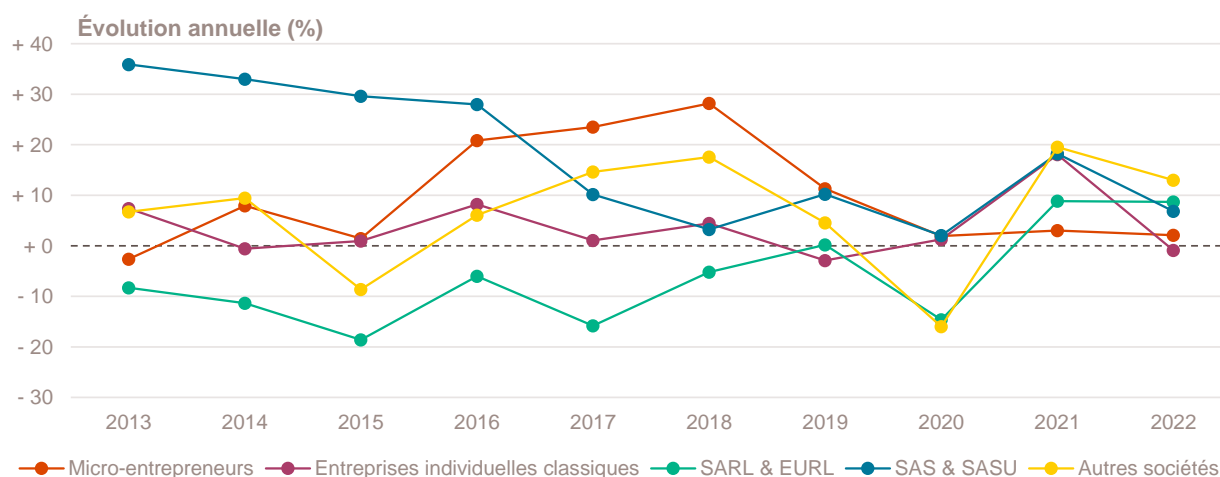
Création d'entreprise par nature juridique depuis 2012



Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise par nature juridique depuis 2013



Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

La création d'entreprise par taille et emplois créés

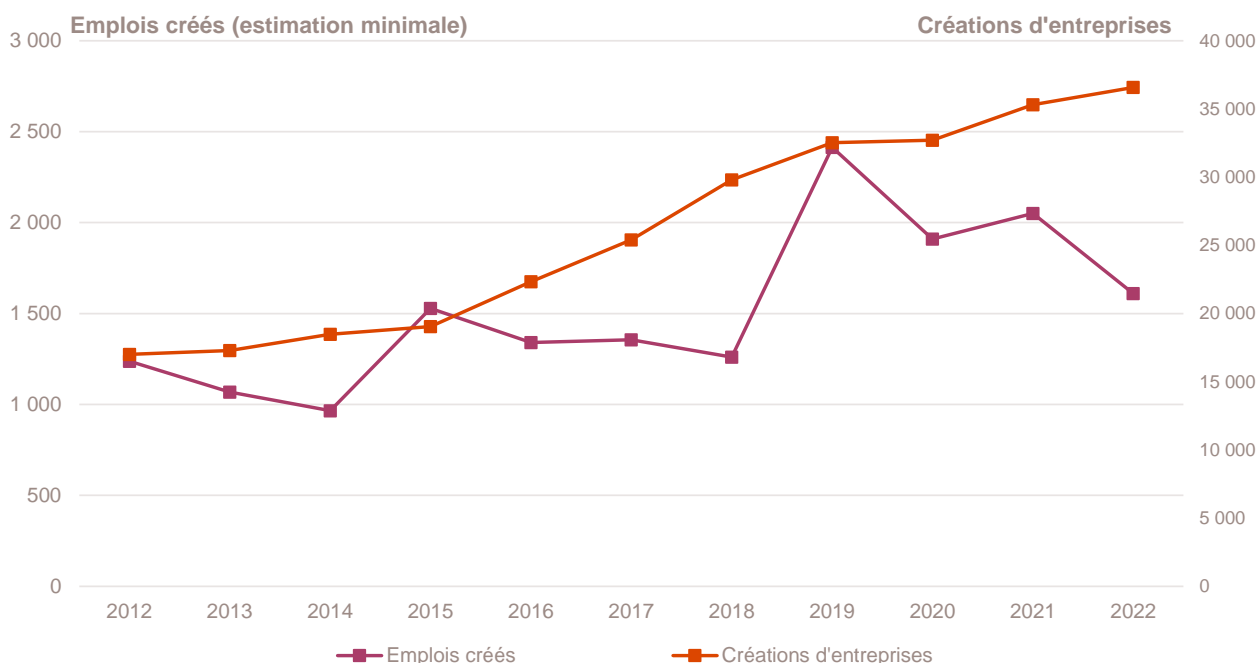
Principaux indicateurs de la création d'entreprise par taille au démarrage

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)
Non-employeuses (sans salarié)	35 995	98,4	+ 3,7	+ 8,6
Employeuses	581	1,6	- 4,8	+ 3,6
1 à 2 salariés	420	1,1	- 0,9	+ 2,7
3 à 5 salariés	60	0,2	+ 13,2	+ 5,8
6 à 9 salariés	10	0,0	- 56,5	+ 6,5
10 salariés et plus	91	0,2	- 17,3	+ 6,0
Total Hauts-de-Seine	36 576	100,0	+ 3,6	+ 8,5

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Emplois créés *a minima* par les nouvelles entreprises au démarrage



Note de lecture : à défaut de connaître le nombre exact de salariés à la création des entreprises, la base REE indique une tranche pour le nombre de salariés à la création. En prenant la borne basse de chaque intervalle, il est donc possible d'estimer le nombre minimal d'emplois créés par les créations d'entreprises dans le département.

Lecture : en 2022, au moins 1 610 emplois ont été créés dans les Hauts-de-Seine par les entreprises qui ont vu le jour dans l'année, soit une baisse de - 21,5 % par rapport à 2021 et une hausse de + 5,8 % en moyenne tous les ans entre 2012 et 2021.

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus zones d'emploi

Carte départementale de l'évolution de la création d'entreprise par zone d'emploi



Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département



Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par secteur d'activité et par zone d'emploi



Répartition par secteur d'activité



Évolution de la zone d'emploi par rapport à son département



Note de lecture : pour les zones d'emploi à cheval sur plusieurs départements, le nombre indiqué ne concerne que la partie située dans le département.

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene, COG). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus communes

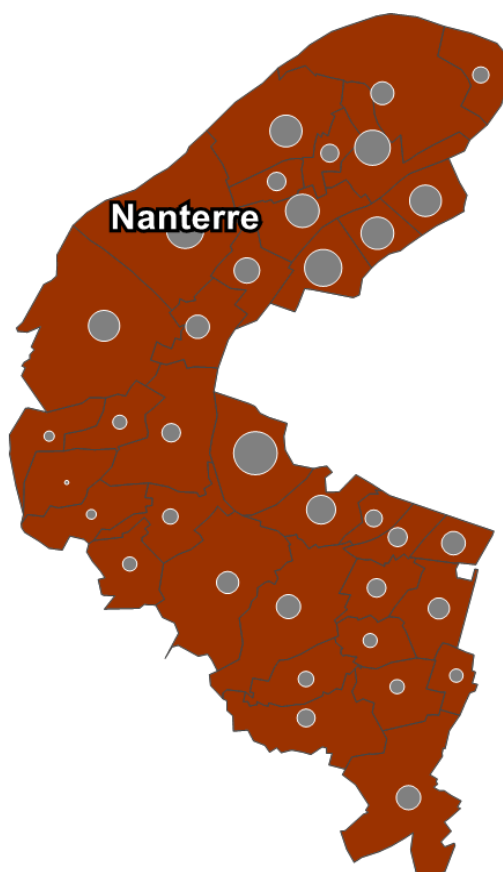
Création d'entreprise par type de commune

Année 2022	Nombre de créations d'entreprises	Part (%)	Part des créations en ZRR (%)	Évolution annuelle (%)	TCAM 2012-2021 (%)	Taux de renouvellement (‰)
Rurale éloignée très peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale éloignée peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale périphérique très peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Rurale périphérique peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Bourg	0	0,0	---	---	---	---
Petite ville	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine périphérique peu dense	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine dense	0	0,0	---	---	---	---
Urbaine très dense	36 576	100,0	0,0	+ 3,6	+ 8,5	197
Total Hauts-de-Seine	36 576	100,0	0,0	+ 3,6	+ 8,5	197

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Carte départementale de la création d'entreprise par type de commune et par ZRR



Type de commune

Rurale éloignée très peu dense

Rurale périphérique peu dense

Urbaine périphérique peu dense

Rurale éloignée peu dense

Bourg

Urbaine dense

Rurale périphérique très peu dense

Petite ville

Urbaine très dense

Note de lecture : la taille des bulles est proportionnelle au nombre de créations d'entreprises dans la commune. La bulle des communes en Zones de revitalisation rurale (ZRR) est en rouge tandis que celle des autres est de couleur taupe.

Champ : Hauts-de-Seine, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP, ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Focus Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Création d'établissement par QPV

Année 2020	Nombre de créations d'établissements	Création pour 10 000 habitants	Taux de renouvellement (%)
QP092001 - Bac D'Asnières - Beaujon	76	261	296
QP092002 - Université I	28	199	483
QP092003 - Université II	61	193	598
QP092004 - Noyer Doré	76	208	494
QP092005 - Cité Jardins	80	146	294
QP092006 - Chemin De L'île	92	183	626
QP092007 - Le Parc	237	182	364
QP092008 - Abbé Grégoire - Mirabeau	39	226	386
QP092009 - Tertres-Cuverons	65	197	401
QP092010 - Les Courtilles	48	122	310
QP092011 - Fossés Jean	106	164	419
QP092012 - Hauts d'Asnières	140	194	422
QP092013 - Agnettes	121	137	286
QP092014 - Entrée De Ville	81	248	182
QP092015 - Petit Colombes	198	221	409
QP092016 - Petit Nanterre	134	194	504
QP092017 - Grésillons Voltaire I - Gabriel Péri	84	385	385
QP092018 - Grésillons Voltaire II - Grésillons	59	244	194
QP092019 - AIRE 2029	167	155	319
QP092020 - Cité Des Musiciens	25	171	329
QP092021 - Les Musiciens	14	130	222
Total QPV dans les Hauts-de-Seine	1 931	187	355

Note de lecture : le taux de renouvellement par QPV correspond au rapport pour mille (‰) du nombre de créations d'établissements au cours de l'année 2020 (dernière année disponible) sur le stock d'établissements existants cette même année dans le secteur marchand non agricole de chaque QPV. Etant donné que ce taux de renouvellement est calculé avec le nombre de créations d'établissements en 2020, il n'est pas comparable avec celui calculé précédemment pour le département.

Champ : Hauts-de-Seine, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, données sur les QPV). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Ce document repose sur les données brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene, mais aussi sur les données du Code officiel géographique (COG), du recensement de la population (RP) et des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), toutes mises à disposition par l'Insee.

Sont également utilisées des données de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) pour les communes relevant des zones ACV, AFR, PVD et ZRR (voir leur définition ci-dessous) ; et celles de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale (MENJ) pour la typologie des communes urbaines et rurales. Le maillage territorial se réfère à la liste des communes au 1^{er} janvier 2022.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent le département des Hauts-de-Seine.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne correspondent pas à ce concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009. De nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie de 2008.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex-auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Typologie des communes

Une typologie des communes en neuf catégories a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, surtout pour décrire les zones rurales.

Neuf catégories sont ainsi définies :

- Rurale éloignée très peu dense
- Rurale éloignée peu dense
- Rurale périphérique très peu dense
- Rurale périphérique peu dense
- Bourg
- Petite ville
- Urbaine périphérique peu dense
- Urbaine dense
- Urbaine très dense

[Accéder au rapport sur la typologie des communes pour décrire le système éducatif.](#)

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les Zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Sont considérées en ZRR, toutes communes intégralement ou partiellement classées en ZRR dans le découpage de l'ANCT selon le Code officiel géographique (COG) au 1^{er} janvier 2022.

[Pour en savoir plus, voir les pages dédiées aux ZRR sur le site de la DGE.](#)

Zone d'aide à finalité régionale (AFR)

Les zones d'Aide à finalité régionale (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement. Le zonage des AFR est fixé par décret. Il délimite les zones dans lesquelles les pouvoirs publics, État et collectivités locales, ont pu allouer des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Sont considérées en AFR, toutes les communes intégralement (à taux majoré ou non) ou partiellement classées en AFR dans le découpage de l'ANCT des communes selon le Code officiel géographique (COG) du 1^{er} janvier 2022.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Petite ville de demain (PVD) & Action coeur de ville (ACV)

Le programme Petites villes de demain (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour mettre en oeuvre leurs projets de revitalisation. Le programme Action coeur de ville (ACV) vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en coeur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV)

Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) sont des territoires d'intervention du ministère de la Ville, définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Leur liste et leurs contours ont été élaborés par l'ANCT.

[Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Zone d'emploi

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Le découpage en zone d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Le zonage définit aussi des territoires pertinents pour les diagnostics locaux et peut guider la délimitation de territoire pour la mise en oeuvre des politiques territoriales initiées par les pouvoirs publics ou les acteurs locaux.

Calculs

Estimation des emplois créés

La base REE ne permet de connaître la taille de l'entreprise à la création (en nombre de salariés) que par tranche. Le nombre exact de salarié n'étant pas connu, une estimation est nécessaire quant à la création d'emplois engendrée par ces nouvelles entreprises. Afin de ne pas surestimer les créations d'emplois, notamment dans les tranches élevées (par exemple, la catégorie « 50 à 99 salariés »), la borne basse de chaque classe est retenue. Ainsi, une entreprise créée et appartenant à la classe « 6 à 9 salariés » comptera pour 6 créations d'emplois *a minima*.

Top des activités en croissance ou décroissance du nombre de créations

Sur les 735 activités répertoriées par la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart compte peu de créations voire aucune de façon structurelle, dans chaque territoire. Pour éviter que quelques créations, qui n'interviennent que rarement, ne viennent biaiser les chiffres avec des variations brusques, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur à celui du troisième quartile de l'année en cours dans le département. Ce chiffre varie donc pour chaque département.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de *n* années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de + 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de + 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de + 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution moyenne de + 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 08/02/2023.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise dans les Hauts-de-Seine, Fiche statistique pour l'année 2022. Bpifrance Création, février 2023. »

[Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)